

Communiqué UNEF

Formation des enseignants : l'UNEF demande à Xavier Darcos et à Valérie Pécresse de revoir leur copie (12/03/2009)

Alors que depuis plusieurs semaines les étudiants se mobilisent dans les universités, Xavier Darcos et Valérie Pécresse font toujours la sourde oreille aux inquiétudes des étudiants sur la réforme de la formation des enseignants.

Si l'UNEF est favorable à la reconnaissance diplômante des deux années de formation dispensées à l'IUFM et au principe de l'élévation du niveau de qualification des futurs enseignants, elle dénonce une réforme avant motivée par les économies budgétaires rendues possibles par la suppression de 24 000 postes de fonctionnaires stagiaires. En l'état, la réforme envisagée entraîne une liquidation de la formation professionnelle des futurs enseignants et accroît la sélection sociale dans l'accès à ces métiers.

Les premières réponses apportées par les ministres le 15 janvier ainsi que le délai supplémentaire accordé aux universités pour remonter au ministère leurs maquettes de masters sont insuffisants et ne sont pas de nature à lever les inquiétudes des étudiants sur cette réforme.

Des incertitudes majeures demeurent sur une réforme menée dans la précipitation, rendant la situation intenable et contribuant à faire monter les tensions dans les universités. Les étudiants se destinant aux métiers de l'enseignement sont aujourd'hui dans l'incertitude la plus totale quant à leur avenir. A quelques mois de l'inscription dans les nouveaux masters, ceux-ci ne sont toujours pas connus. Un passage en force serait non seulement lourd de conséquences pour les étudiants, mais également pour l'avenir de l'école.

Les conditions ne sont pas réunies pour une application en l'état de la réforme. L'UNEF demande l'ouverture rapide d'une négociation avec l'ensemble des acteurs pour l'élaboration d'une autre réforme pour 2011 et le maintien en l'état des concours pour la session 2010. Il s'agit de la seule solution susceptible de lever les inquiétudes des étudiants.

Dans le cadre d'une nouvelle réforme élaborée dans un calendrier desserré, l'UNEF demande des réponses sur plusieurs points d'inquiétude:

- **L'UNEF dénonce une volonté de liquider les IUFM et demande des garanties sur leur rôle et leur avenir.** Les IUFM doivent être maintenus comme opérateurs de la formation professionnelle des futurs enseignants et des enseignants. Leur potentiel de formation doit être mis à disposition de toutes les universités de l'académie.

- **L'UNEF demande un cadrage national des masters préparant aux métiers de l'enseignement,** pour assurer le maintien d'une formation professionnelle ancrée dans la pratique du métier d'enseignant et garantir l'égalité des étudiants dans la préparation des concours d'une université à l'autre.

- L'UNEF demande que soit repensée la place du concours lors de l'année de M2, afin que sa préparation et l'obtention du master ne soient pas contradictoires.

- **L'UNEF demande un élargissement du nombre et du montant des aides financières aux étudiants, afin que l'ensemble des étudiants se destinant aux concours perçoivent une rémunération suffisante.** L'allongement de la durée de formation ne saurait être à la charge des étudiants au risque d'écartier ceux issus de milieux modestes. Les dispositifs proposés en janvier sont une première réponse mais demeurent insuffisants, car ils concernent trop peu d'étudiants et sont d'un faible montant malgré les possibilités de cumuls.

- **L'UNEF demande que cette réforme s'accompagne d'une programmation pluriannuelle des recrutements et des postes ouverts aux concours afin de donner aux étudiants** qui se destinent à ces métiers la visibilité nécessaire pour s'engager dans des études longues.

L'UNEF demande à être intégrée à la commission nationale de suivi de la réforme de la formation des enseignants, dont l'objectif doit être de redéfinir les conditions d'une autre réforme pour l'année 2010-2011.